

financière. Voyons maintenant comment l'économie a été pratiquée durant les années qui ont suivi le discours dans lequel l'honorable ministre du Commerce actuel a formulé le critérium que je viens de citer.

J'ouvre les comptes publics des neuf dernières années de l'administration qui a précédé le régime actuel et je compare les taxes prélevées durant les neuf exercices pendant lesquels mon honorable ami (sir Richard Cartwright) a été associé à l'administration du pays comme ministre du Commerce et de l'Industrie, et voici ce que je trouve. Les taxes prélevées ont été, en chiffres ronds, comme suit :

1888..	\$28,000,000
1889..	30,000,000
1890..	31,000,000
1891..	30,000,000
1892..	28,000,000
1893..	29,000,000
1894..	27,000,000
1895..	25,000,000
1896..	25,000,000
Total..	\$259,000,000

Soit une moyenne de \$28,000,000 par année pendant les neuf exercices.

L'honorable M. McMILLAN : L'honorable sénateur comprend sans doute, dans ce tableau, les recettes des douanes et de l'accise.

L'honorable M. FERGUSON : C'est le revenu perçu au moyen des taxes, sans compter les revenus provenant des chemins de fer, des postes, ou d'autres sources. Je n'ai pas fait un examen des plus rigoureux des diverses sources de revenu ; mais je ne crois pas que le total que je viens de donner s'élève beaucoup plus en réalité que le montant total du revenu des douanes et de l'accise. Quoi qu'il en soit, ce sont ces deux dernières sources qui sont généralement considérées comme représentant nos taxes, et c'est ainsi qu'elles ont été considérées dans les comptes publics depuis l'origine de la confédération. Je sais par le contexte des différents discours prononcés par l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie et particulièrement par le contexte du discours dont j'ai donné, il y a un instant, un extrait, que cet honorable ministre s'appuyait sur les recettes des douanes et de l'accise quand il nous parlait des taxes du pays. Quels sont maintenant les chiffres fournis par ces deux départements pendant les neuf exercices financiers du gouvernement actuel, ou depuis son arrivée au pouvoir ? Les taxes re-

Hon. M. FERGUSON.

présentées par ces chiffres ont été comme suit, en chiffres ronds :

1897..	\$28,000,000
1898..	29,000,000
1899..	34,000,000
1900..	38,000,000
1901..	38,000,000
1902..	43,000,000
1903..	49,000,000
1904..	53,000,000
1905..	54,000,000

Nous ne pouvons dire exactement de combien s'est accrue la population pendant ces neuf exercices, mais tout en tenant compte du fait que notre population a reçu durant la dernière période un appoint d'immigrés plus considérable que durant la première période, je crois que l'augmentation de la population, durant la dernière période décennale, n'a été que de onze pour cent, et je suis prêt à admettre qu'elle s'est depuis accrue davantage et je porterai cette augmentation à douze pour cent pendant les neuf dernières années. Or, s'il appert que notre population s'est accrue de douze pour cent environ durant les derniers exercices, d'un autre côté, nous constatons que la taxation s'est accrue de près de cent pour cent. Mon honorable ami (sir Richard Cartwright) me dira, peut-être, que nos hommes d'affaires ont fait de plus fortes importations, et que ce fait est dû à ce que notre population en général a joui d'une plus grande prospérité qu'auparavant. Il y a peut-être quelque chose de fondé dans cette explication ; mais cela n'a rien à faire avec la question, puisque cet honorable ministre prétendait alors que le gouvernement n'avait pas le droit de percevoir plus de taxes qu'il ne le fallait absolument pour administrer économiquement les affaires du pays, et que le devoir du gouvernement était, si le revenu excédait la dépense, de réduire le tarif à un chiffre pouvant donner un revenu, simplement suffisant pour administrer honnêtement et économiquement les affaires du pays. Mais pendant les neuf derniers exercices, nous avons vu comment l'on a appliqué la règle financière Cartwright.

Durant l'administration des conservateurs, pendant leurs neuf dernières années de pouvoir, les taxes ne furent pas augmentées ; mais pendant les neuf années de pouvoir des libéraux, qui ont suivi immédiatement, les taxes se sont accrues de cent pour cent, tandis que l'augmentation de la population a été tout au plus de douze pour cent. Mon